

Blechman, Barry M., Luttwak, Edward N. (Ed.) *Global Security : A Review of Strategic and Economic Issues*. Boulder (Col.), Westview Press in cooperation with the Center for Strategic and International Studies, Washington (D.C.), 1987, 272 p.

Jacques Fontanel

Volume 19, numéro 3, 1988

L'espace extra-atmosphérique et le Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702385ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702385ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (1988). Compte rendu de [Blechman, Barry M., Luttwak, Edward N. (Ed.) *Global Security : A Review of Strategic and Economic Issues*. Boulder (Col.), Westview Press in cooperation with the Center for Strategic and International Studies, Washington (D.C.), 1987, 272 p.] *Études internationales*, 19(3), 554–556. <https://doi.org/10.7202/702385ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

BLECHMAN, Barry M., LUTTWAK, Edward N. (Ed.) *Global Security: A Review of Strategic and Economic Issues*. Boulder (Col.), Westview Press in cooperation with the Center for Strategic and International Studies, Washington (D.C.), 1987, 272 p.

Ce livre, qui est périodiquement renouvelé, se propose de faire un tour d'horizon complet de la sécurité politique, stratégique et économique internationale des années 1986-1987. Pour ce faire, il présente successivement une synthèse des événements essentiels de ces dernières années (Barry Blechman et Edward Luttwak), la balance militaire entre l'Est et l'Ouest (James Townsend), l'économie internationale dans une perspective nationale de sécurité (Gary Hufbauer et Kimberly Ann Elliot), les réformes de l'économie soviétique de Gorbatchev (Herbert Levine), l'inquiétante situation stratégique du Sud de l'Afrique (Michael Clough), les troubles du flanc sud de l'OTAN (Alan Platt), la stagnation économique et l'amélioration de la situation politique de l'Amérique latine (Sally Shelton-Colby) et l'Asie du Sud en 1986 (Stephen Cohen). Cette liste d'articles montre l'intérêt des analyses entreprises, mais aussi les limites d'un tel ouvrage, un peu trop descriptif.

Pour Blechman et Luttwak, l'année 1986 a été marquée à la fois par l'affaiblissement du pouvoir de Ronald Reagan, après un sommet de Reykjavik confus et mal organisé, la perte de la majorité républicaine au Sénat (malgré les efforts de la présidence) et les révélations sur les ventes d'armes en Iran d'une part et par l'ouverture (*glasnost*) et la restructuration (*perestroïka*) de l'économie et de la politique soviétiques, inaugurée par Gorbatchev, d'autre part.

Au fur et à mesure que le leader soviétique conforte son pouvoir interne (notamment au Politburo) et son influence

externe (par son image médiatique et ses propositions de désarmement), Ronald Reagan voit à la fois sa popularité décliner et son action de plus en plus sévèrement contrôlée, comme en témoignent les restrictions croissantes que le Congrès impose aux requêtes qu'il formule pour le budget de la défense américaine. Les réalités économiques des États-Unis ne sont pas très satisfaisantes (déficit fédéral cumulé de près de 1,000 milliards de dollars, déficit considérable de la balance commerciale malgré la baisse du dollar sur les marchés de change, faiblesse de l'épargne intérieur, incapacité devant les problèmes d'endettement des pays d'Amérique latine ce qui réduit d'autant les marchés d'exportation traditionnels, régression de la compétitivité des entreprises américaines, etc...), ce qui ternit l'image de compétence qu'avait l'Administration Reagan en 1984.

Par contre, l'économie soviétique a obtenu des résultats économiques étonnants depuis 1983, notamment dans la lutte contre l'alcoolisme, le refus de la corruption et la limitation des prétentions de la bureaucratie. Cependant, au fond, si Gorbatchev a critiqué le Gosplan, il ne l'a pas pour autant transformé et les directeurs des entreprises reçoivent toujours leurs directives des administrateurs centraux de la planification. De même, le rouble reste inconvertible et le commerce extérieur est sévèrement contrôlé par les organismes centraux. La libéralisation constamment revendiquée par Gorbatchev est limitée par les deux impératifs du système léniniste, à savoir la centralisation et la dictature d'un régime maintenu par la répression policière. Cette présentation, pour intéressante qu'elle soit, n'en est pas moins un peu caricaturale, notamment dans l'analyse doctrinaire de l'Union soviétique qui est toujours perçue comme un pays exclusivement totalitaire et répressif.

Si les questions internationales ne concernent finalement que les deux grandes

superpuissances, les autres questions sont abordées comme des questions régionales. Trois observations méritent une mention :

- D'abord la mise en évidence du paradoxe de la lutte irakienne dans son conflit avec l'Iran, excellente d'un point de vue tactique, puisqu'elle préserve constamment les centres vitaux de la résistance et non décisive d'un point de vue stratégique sans l'aide économique de ses voisins du Koweït, de l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe Persique et sans le terrible endettement national pour une guerre coûteuse en capital et en hommes.
- Ensuite, la présentation des freins puissants aux tentatives de libéralisation du régime chinois, devant les résistances des cadres locaux désireux de préserver leurs privilèges.
- Enfin, la crise économique cachée du Japon qui commence à subir les affres de la vie quotidienne chère et de la perte de compétitivité de ses entreprises.

Pour Townsend, il est très difficile de mesurer exactement le poids militaire des grandes puissances, car celui-ci ne dépend pas seulement des armes, mais aussi du niveau des techniques, de la situation géographique du pays, de sa population, de l'homogénéité de celle-ci, des stratégies utilisées, de la période de conflit, de l'opinion publique nationale ou internationale, de la connaissance exacte des capacités technologiques opérationnelles comparatives des armes, de la qualité de l'organisation générale du combat, des doctrines stratégiques, des contraintes politiques etc... Au fond, l'équilibre est d'abord une notion relative, fortement imprégnée de considérations qualitatives difficilement comparables. Ainsi, la présentation brute du nombre d'armes n'est qu'une indication intéressante du potentiel de défense d'un pays qui n'est pas toujours décisive. Les grandes options américaines et soviétiques en matière de défense en 1986 sont alors présentées, avec parfois les débats qu'ils

ont suscités à l'intérieur ou à l'extérieur de ces pays et la question traditionnelle sur l'insuffisance, la difficulté d'utilisation et de maintenance des armes soviétiques à haute technologie est rapidement évoquée.

L'analyse économique de la sécurité internationale souligne d'abord les contrôles des exportations à haute technologie, la nécessité de maîtriser les relations commerciales avec les ennemis potentiels, l'intérêt des sanctions économiques et l'utilité d'une protection des produits nécessaires à la production des armes. Ensuite, la politique commerciale du gouvernement libéral américain se caractérise par une législation de plus en plus restrictive à l'importation, par une importance accrue des aides à l'exportation et par le rôle primordial, aux yeux des États-Unis, des négociations sur le commerce international (*Uruguay Round*). Ensuite, après une présentation trop rapide de l'endettement international (qui ne fait l'objet que de la seule présentation descriptive du Plan Baker) et des problèmes monétaires et financiers internationaux (vus principalement dans une optique américaine), la question des liens entre l'Alliance, la défense et l'économie est classiquement abordée. Si le Japon et l'Allemagne ont une économie forte, sans doute faut-il trouver un élément de réponse dans la faiblesse de leurs dépenses de défense. Dans ces conditions, les accords de l'Alliance devraient intégrer la dimension économique, quitte à accepter une dégradation progressive des liens qui unissent les pays développés à économie de marché. Cette question est trop rapidement abordée. Elle mériterait de plus longs développements et des études économiques complètes.

Les autres articles traitent de questions plus particulières.

- D'abord les réformes de l'économie soviétique ne sont pas encore très importantes ; elles se limitent concrètement à réduire légèrement le poids de la bureaucratie, à accroître l'essor du stock de capital (même si sa valeur technologique évolue moins rapidement que ne le souhaiterait le Gosplan), à accélérer l'amortissement du capital (et à limiter la pro-

duction de machines destinées à améliorer la maintenance de machines trop âgées), à améliorer la discipline au travail, à lutter contre la corruption et l'alcoolisme et à accroître l'importance du secteur privé. Les résultats de l'économie soviétique depuis 1983 sont intéressants. Pourtant, une étude de la Pravda indique qu'une croissance annuelle des matériels de défense limitée à 4 % contre une autre hypothèse de croissance de 12 %, conduirait, au bout de 5 ans, à une croissance du Revenu National supplémentaire de l'ordre de 7 %, alors que la croissance de l'investissement supplémentaire serait de près de 40 %. Ainsi donc, l'action de désarmement entreprise par Gorbatchev pourrait avoir aussi des raisons économiques sérieuses.

- Sur la situation de l'Afrique, la question de l'interdépendance régionale des crises internes nationales (notamment en Afrique du Sud, au Mozambique ou en Angola) et des signes de redressement du Zimbabwe sont évoqués, dans le cadre d'une conception occidentale de la vie politico-économique.
- En ce qui concerne le flanc Sud de l'OTAN, les hésitations des socialistes espagnols, l'institutionnalisation d'une orientation pro-occidentale du Portugal, les positions parfois individualistes de l'Italie, la situation particulière des interrelations entre la Grèce et la Turquie soulignent ou n'empêchent pas les frictions possibles ou potentielles avec la politique américaine, sans pour autant témoigner un rapprochement avec l'Union soviétique.
- L'Amérique latine traverse une crise économique grave, en même temps que sa situation politique s'est améliorée. La question est de savoir si le premier phénomène ne risque pas de compromettre le second. Il est assez

paradoxal par ailleurs que cet article ne consacre que trois pages au Nicaragua, à El Salvador et au Panama réunis, alors même que l'Amérique centrale est probablement l'un des lieux les plus dangereux des années à venir.

- Enfin, l'Asie du Sud reste un champ de guerre impressionnant, avec la guerre entre l'Afghanistan et l'URSS et les potentialités de conflit entre le Pakistan et l'Inde, avec en toile de fond la prolifération nucléaire régionale.

Il s'agit donc d'un ouvrage de synthèse et de réflexion sur notre époque et sur les événements de ces deux ou trois dernières années. Il comporte quelques insuffisances, notamment sur les questions de la Chine, du Cambodge ou du Vietnam, sur l'évolution progressive des rapports entre les États-Unis et les pays de l'Europe, sur l'Amérique centrale, sur les grands problèmes latents potentiels (les pôles, l'espace, la mer). Enfin, il développe une analyse très pro-américaine qui pour être compréhensible n'en est pas moins souvent irritante pour un lecteur européen. Il n'empêche que ce livre est un document essentiel pour comprendre les événements les plus significatifs de ces dernières années.

Jacques FONTANEL

CEDSI

GOLLER-CALVO, Notburga K. et CALVO, Michel A. *Les Accords SALT: Contenu-application-contrôle*. Bruxelles, Établissement Émile Bruylant S.A., Coll. « Organisation internationale et relations internationales », 1987, 532 p.

L'ouvrage de ce couple, Michel Calvo, avocat au Barreau de Paris, et Notburga K. Goller-Calvo, juriste, était à l'origine une thèse de Doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle de l'Université de Paris I en droit des organisations et des relations économiques internationales. Le doyen Cohen-Jonathan a dirigé les recherches; le doyen C.A. Colliard, directeur du Centre